



Compagnie des Alpes

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

31 MARS 2014



SOMMAIRE

I. RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITE.....	Page 2
II. COMPTES CONSOLIDES, RESUMES ET ANNEXES.....	Page 8
III. ATTESTATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES.....	Page 31
IV. ATTESTATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE.....	Page 33

I. RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

1. ACTIVITES ET RESULTATS DE LA PERIODE DU 1^{ER} OCTOBRE 2013 AU 31 MARS 2014

Préambule : Les résultats semestriels de l'entreprise sont caractérisés par des effets de saisonnalité sensibles et contrastés selon ses activités :

- *l'activité Domaines skiables, dont le chiffre d'affaires est réalisé à plus de 80% sur le premier semestre, alors que certaines charges d'exploitation et d'investissements sont réparties sur l'ensemble de l'année, enregistre ainsi des contributions semestrielles supérieures aux niveaux attendus sur l'année,*
- *les Parcs de loisirs, dont la saison ne commence véritablement qu'à partir du second semestre, présentent des résultats à fin mars structurellement déficitaires.*

Les résultats du 1^{er} semestre 2013/2014 du groupe Compagnie des Alpes sont solides, en progression de près de 12,3%, dans un contexte de saison difficile dans les Domaines skiables mais de redressement des marges dans les Parcs de loisirs.

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 412,0 M€, en progression de 1,0% par rapport au 1^{er} semestre précédent.

Les Domaines skiables, après deux saisons portées par une croissance notable de leur fréquentation, connaissent une saison de retrait. Le chiffre d'affaires atteint 342,3 M€ soit une baisse de 1,4%, qui résulte de la conjugaison défavorable d'effets de base n-1 et calendaires (concentration des périodes de vacances scolaires françaises et belges notamment)

L'activité des Parcs de loisirs, qui au 31 mars constitue environ 20% du chiffre d'affaires annuel, est bien orientée avec un chiffre d'affaires de 67,3 M€, en progression de 12,5% par rapport au 1^{er} semestre 2012/2013. Cette croissance est notamment portée par le succès conforté de l'évènement Halloween à l'automne et le niveau de fréquentation du Futuroscope en hausse sensible, porté par sa nouvelle attraction ouverte en décembre dernier « les Lapins Crétins » .

Enfin, l'activité Développement International, initiée l'an passé, monte en puissance et voit son chiffre d'affaires quadrupler et s'établir à 1,9 M€.

En effet, l'ouverture en avril 2013 du Musée Grévin à Montréal, contribue pour la première fois au chiffre d'affaires semestriel.

Parallèlement, notre développement hors France a également été porté par des contrats de prestations de conseils techniques pour le compte de clients opérant tant sur les Domaines skiables que sur les Parcs de loisirs. Ainsi, le Groupe supervise l'ouverture du parc Sindbad à Casablanca prévue en décembre 2014, un nouveau contrat d'aménagement de la station d'Arkhez a été signé qui complète l'accompagnement de la CDA dans le cadre de l'organisation des JO dans la station de sports d'hiver de Rosa Khutor (Sochi).

La robustesse globale du Groupe associée à une maîtrise accrue de ses charges d'exploitation permet à la CDA de générer une profitabilité en progression notable : l'EBO croît de 5,1% à 133,3 M€ et le Résultat Opérationnel atteint 79,0 M€, ce y compris les coûts de développement de nos nouvelles activités (République Tchèque) qui n'ont pas encore généré de chiffre d'affaires, attendu au second semestre.

Enfin, la CDA bénéficie encore de bonnes conditions de financement, le coût de l'endettement étant stable sur un an, dans un contexte de légère hausse de ses besoins de financement.

Le Résultat Net Part du Groupe s'élève ainsi à 42,9 M€, en progression de + 12,3% par rapport au 1^{er} semestre précédent.

1.1. Compte de résultat consolidé du 1^{er} semestre 2013/2014

RESULTAT CONSOLIDE AU 31/03/2014			
(en M€)	1er semestre 2013/2014 (1)	1er semestre 2012/2013 (2)	% Variation (1) / (2)
Chiffre d'affaires	412,0	407,9	1,01%
Excédent Brut Opérationnel (EBO)	133,3	126,8	5,13%
<i>EBO/CA</i>	32,35%	31,09%	
Résultat Opérationnel	79,0	76,5	3,20%
Coût de l'endettement net et divers	-7,9	-7,8	1,30%
Charge d'impôt	-27,2	-27,3	0,37%
Mises en équivalence	4,7	2,8	67,90%
Résultat Net des activités poursuivies	48,7	44,2	10,18%
Résultat Net des activités abandonnées	-2,2	0	
Résultat Net	46,5	44,2	5,20%
Minoritaires	-3,6	-6,0	41,70%
Résultat Net Part du Groupe	42,9	38,2	12,30%

1.2. Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre 2013/2014 s'élève à 412 M€, en progression de + 1% par rapport au 31 mars 2013.

(en M€)	1er semestre 2013/2014 (1)	1er semestre 2012/2013 (2)	% Variation (1) / (2)
Domaines skiables	342,3	347,2	-1,4%
Parcs de loisirs	67,3	59,8	12,5%
Développement international *	1,9	0,5	275,9%
Autres	0,5	0,4	9,1%
Chiffre d'affaires	412,0	407,9	1,0%

* Dans le rapport financier 2012/2013, les données relatives au métier « Développement international » n'étaient pas présentées. Compte-tenu de l'essor de cette activité, le Groupe a souhaité adopter une présentation financière qui soit le reflet de ce développement. Les données 2012/2013 ont été retraitées à des fins de comparabilité.

1.2.1. Domaines skiables

Le chiffre d'affaires du 1^{er} semestre des Domaines skiables représente 85% de l'activité du Groupe sur cette période. Après deux saisons de forte croissance, il est en retrait de – 1,4%.

Cette performance doit être appréciée au regard d'une conjugaison de facteurs défavorables au Groupe, et en particulier, la hausse de la TVA, la concentration des périodes de vacances scolaires à un niveau européen et des conditions météorologiques médiocres sur le 2^{ème} trimestre.

Hors ventes foncières, le chiffre d'affaires recule de 1,8%. Il se répartit en activités de remontées mécaniques stricto sensu, en baisse de 2,3% et en activités connexes en hausse de près de 6%.

Le niveau de journées skieurs est en repli de 4,7% par rapport à l'exercice précédent et se caractérise par une fréquentation historique lors des vacances scolaires et des périodes d'intersaisons en recul marqué.

Le Groupe s'attend à bénéficier d'un niveau d'activité satisfaisant sur le 2nd semestre, compte tenu du positionnement tardif des vacances de printemps et du week-end de Pâques.

1.2.2. Parcs de loisirs

L'activité des Parcs de loisirs du 1^{er} semestre progresse de 12,5% et s'élève à 67,3 M€.

Cette croissance soutenue, initiée dès le 1^{er} trimestre, résulte essentiellement d'un effet volume, l'effet prix étant négligeable (+ 0,5%),

La période d'Halloween a bénéficié aux parcs ouverts en cette saison, notamment le Parc Astérix et les Pays-Bas. Le Futuroscope a connu un niveau d'activité notable, en particulier du fait de l'inauguration en décembre de son attraction « La machine à remonter le temps », qui met en scène les « Lapins crétins ».

1.3. Excédent Brut Opérationnel

L'Excédent Brut Opérationnel (EBO) du 1^{er} semestre 2013/2014 s'établit à 133,3 M€ et progresse de + 5,1%, principalement porté par les bonnes performances semestrielles sur les Parcs de loisirs.

Le taux de marge du 1^{er} semestre (EBO/CA) des Domaines skiables est en retrait d'1 point mais se maintient à 48,5%, traduisant la résilience de cette activité.

L'EBO généré par les Parcs de loisirs s'améliore de 10,0 M€, d'une part, sous l'effet de la hausse du chiffre d'affaires, et, d'autre part, du fait de la maîtrise accrue des frais d'exploitation. Ainsi le taux de marge progresse de + 22,4% en comparaison de l'exercice précédent.

A noter une amélioration de l'Excédent Brut Opérationnel sur le segment « Autres » dans un contexte de développement de nos activités à l'international.

Analysé par métier, il se répartit comme suit :

(en M€)	31/03/2014 (1)	31/03/2013 (2)	% Variation (1) / (2)
Domaines skiables	166,0	171,3	-3,1%
Parcs de loisirs	-30,8	-40,8	24,5%
Développement international *	-0,5	-1,6	68,8%
Autres	-1,4	-2,1	33,3%
Excédent Brut Opérationnel	133,3	126,8	5,1%

* Dans le rapport financier 2012/2013, les données relatives au métier « Développement international » n'étaient pas présentées. Compte-tenu de l'essor de cette activité, le Groupe a souhaité adopter une présentation financière qui soit le reflet de ce développement. Les données 2012/2013 ont été retraitées à des fins de comparabilité.

1.4. Résultat Opérationnel

(en M€)	31/03/2014		31/03/2013		% Variation
	Montant	% CA	Montant	% CA	
Excédent Brut Opérationnel	133,3	32,4%	126,8	31,0%	5,1%
Dotations aux amortissements et provisions	-53,2	-12,9%	-50,1	-12,3%	6,2%
Autres résultats opérationnels	-1,1	-0,3%	-0,1	---	---
Résultat Opérationnel	79,0	19,2%	76,5	18,8%	3,26%

Analysé par métier, il se répartit de la manière suivante :

(en M€)	31/03/2014 (1)	31/03/2013 (2)	% Variation (1) / (2)
Domaines skiables	133,7	140,3	-4,7%
Parcs de loisirs	-51,2	-58,6	12,6%
Développement international *	-1,0	-1,7	41,2%
Autres	-2,5	-3,5	28,6%
Résultat Opérationnel	79,0	76,5	3,3%

* Dans le rapport financier 2012/2013, les données relatives au métier « Développement international » n'étaient pas présentées. Compte-tenu de l'essor de cette activité, le Groupe a souhaité adopter une présentation financière qui soit le reflet de ce développement. Les données 2012/2013 ont été retraitées à des fins de comparabilité.

La progression de l'EBO est atténuée par une évolution des amortissements (+ 5,8%) liée à la politique d'investissements menée par le Groupe au sein de ses métiers historiques.

L'évolution des Résultats opérationnels des deux principaux métiers du Groupe reflète celle de l'EBO.

1.5. Résultat Net

Le coût de l'endettement reste stable grâce à des conditions de taux plus favorables permettant de compenser la légère hausse du volume de l'endettement net du Groupe.

La charge d'impôt demeure constante dans un contexte de progression du résultat taxable, l'impôt 2014 reflétant les évolutions des dispositions fiscales et, en particulier, le non-renouvellement de la taxe sur les dividendes.

Le résultat des activités abandonnées et en cours de cession est lié, d'une part, au projet de liquidation de la filiale EcoBioGestion, et, d'autre part, au désengagement dans sa participation Looping Holding (précédemment consolidée par mise en équivalence) ; la cession effective de cette participation a été finalisée le 17 avril.

L'amélioration de la quote-part de résultat des sociétés associées résulte du maintien des bonnes performances des participations minoritaires dans les Domaines skiables conjuguée au désengagement dans Looping Holding (charge de -2 M€ en 2013).

Le Résultat Net Part du Groupe atteint 42,9 M€, en progression de + 12,3% par rapport au 1^{er} semestre précédent.

1.6. Flux financiers

(en M€)	31/03/2014	31/03/2013
Capacité d'autofinancement		
après coût endettement et impôts	100,6	95,5
Investissements industriels (nets de cessions)	-64,1	-74,7
Variation créances et dettes s/immobilisations	-12,0	-10,4
Autofinancement disponible	24,5	10,4
Acquisition d'immobilisations financières	-12,1	-2,2
Variation des dettes financières	-95,4	-102,3
Dividendes (y compris minoritaires des filiales)	-3,2	-20,3
Variation du fonds de roulement et divers	82,7	76,0
Variation de la trésorerie	-3,5	-38,4

1.6.1. Flux

La capacité d'autofinancement est en progression de + 5,3% par rapport au 31 mars 2013 et s'établit à 100,6 M€, soit 24,4% du chiffre d'affaires.

Les investissements nets sur 12 mois sont en réduction à 64,1 M€ (soit - 10,7 M€). Ce niveau traduit principalement un effet de décalage des investissements sur le périmètre des Parcs de loisirs.

Dans ce contexte, l'autofinancement disponible connaît une progression notable de +14,1 M€ par rapport au 31 mars 2013.

Par ailleurs, le Groupe a procédé au rachat d'actions détenues par les actionnaires minoritaires de la filiale Deux Alpes Invest, portant sa participation de 81,1% au 30 septembre 2013 à 100% au 31 mars 2014. Le prix d'acquisition de ce complément de titres s'élève à 9,8 M€.

L'endettement net du Groupe s'élève à 317 M€ contre 296 M€ en mars 2013. Au cours du 1^{er} semestre 2013/2014, le Groupe a remboursé la majeure partie de ses lignes de crédit syndiqué (- 96,1 M€) et arbitré au profit des découverts bancaires qui offrent des conditions de taux plus favorables (+ 21,3 M€ par rapport à mars 2013). Ceci explique l'essentiel de la variation négative de sa trésorerie au 1^{er} semestre 2013/2014.

L'absence de distribution de dividendes en 2014 contribue à une progression mécanique du niveau de trésorerie.

Enfin, la variation du besoin en fonds de roulement, qui est traditionnellement élevée sur le 1^{er} semestre (+ 59,9 M€ depuis le 1^{er} octobre 2013) progresse significativement comparativement à mars 2013 sous l'effet d'une meilleure gestion des coûts.

1.6.2. Ratios de structure financière

Le ratio dette nette/capitaux propres (part du Groupe) s'élève à 0,41 contre 0,37 au 31 mars 2013.

Le ratio dette nette/EBO s'élève à 1,99 contre 1,82 au 31 mars dernier.

L'ensemble des covenants bancaires est respecté (cf. Note 4.8.3 de l'annexe aux états financiers).

II. COMPTES CONSOLIDES RESUMES

1. BILAN CONSOLIDE, COMPTE DE RESULTAT, TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE AU 31 MARS 2014

Bilan

ACTIF	(en milliers d'euros)	31/03/2014	30/09/2013
	Notes		
Ecart d'acquisition (goodwill)	4.1	291 950	291 950
Immobilisations incorporelles	4.2	81 413	83 607
Immobilisations corporelles	4.3	353 665	342 505
Immobilisations du domaine concédé	4.3	529 406	528 040
Participations dans des entreprises associées	4.5	67 666	66 009
Actifs financiers non courants		18 808	16 614
Impôts différés actifs		21 189	16 169
Actifs non courants		1 364 097	1 344 894
Stocks		23 748	23 071
Créances d'exploitation et autres		53 696	45 061
Autres créances		13 107	7 587
Impôts courants		4 006	3 314
Actifs financiers courants		504	575
Trésorerie et équivalents de trésorerie		41 182	34 576
Actifs courants		136 243	114 184
Actifs destinés à être cédés	5.6		
TOTAL ACTIF		1 500 340	1 459 078
PASSIF	(en milliers d'euros)	31/03/2014	30/09/2013
	Notes		
CAPITAUX PROPRES			
Capital	4.6	185 031	184 702
Primes		257 798	257 798
Réserves		290 836	251 184
Capitaux propres, part du groupe		733 665	693 684
Intérêts minoritaires	4.6	44 580	52 612
Total des Capitaux propres		778 245	746 296
Provisions non courantes	4.7	41 423	38 597
Dettes financières non courantes	4.8	211 603	306 682
Impôts différés passifs		22 680	26 898
Passifs non courants		275 706	372 177
Provisions courantes	4.7	16 866	16 155
Dettes financières courantes	4.8	146 259	141 733
Dettes d'exploitation et autres dettes		184 397	118 295
Impôts courants		28 400	1 475
Autres dettes		70 467	62 946
Passifs courants		446 389	340 605
Passifs destinés à être cédés	5.6		
TOTAL PASSIF		1 500 340	1 459 078

Compte de résultat

(en milliers d'euros)		31/03/2014	31/03/2013
	Notes		
Chiffre d'affaires	5.1	411 986	407 932
Autres produits liés à l'activité		881	843
Variations de stocks, production stockée		3 332	2 372
Achats consommés		-43 809	-42 228
Services extérieurs		-60 936	-60 279
Impôts, taxes et versements assimilés		-22 680	-23 217
Charges de personnel, intéressement et participation		-132 240	-132 387
Autres charges et produits d'exploitation		-23 227	-26 274
EXCEDENT BRUT OPERATIONNEL	5.2	133 307	126 762
Dotations aux amortissements et provisions		-53 165	-50 163
Autres produits et charges opérationnels	5.3	-1 109	-75
RESULTAT OPERATIONNEL	5.2	79 033	76 524
Coût de l'endettement brut		-7 672	-7 495
Produits de trésorerie & équiv. de trésorerie		103	274
COUT DE L'ENDETTEMENT NET	5.4	-7 569	-7 221
Autres produits et charges financiers	5.4	-389	-595
Charge d'impôt	5.5	-27 159	-27 266
Quote-part dans le résultat des sociétés associées		4 735	2 765
RESULTAT DES ACTIVITES POURSUIVIES		48 651	44 207
Résultat des activités abandonnées ou destinées à être cédées	5.6	-2 159	
RESULTAT NET		46 492	44 207
Part des minoritaires dans le résultat		-3 562	-5 998
RESULTAT NET PART DU GROUPE		42 930	38 209
Résultat net part du groupe, par action		1,77 €	1,58 €
Résultat net part du groupe, dilué par action		1,76 €	1,57 €

Tableau des flux de trésorerie

(en milliers d'euros)		31/03/2014	31/03/2013
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	Note 6.1	198 541	184 102
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	Note 6.2	-78 263	-86 280
Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	Note 6.2	2 186	1 208
Investissements industriels nets		-76 077	-85 072
Acquisition d'immobilisations financières		-12 242	-2 069
Autres variations d'immobilisations financières		-227	-484
Investissements financiers nets		-12 469	-2 553
Flux de trésorerie liés aux investissements		-88 546	-87 625
Augmentation de capital de la CDA		0	0
Quote-Part des minoritaires sur augmentation de capital des filiales		0	0
Variation du capital		0	0
Dividendes versés aux actionnaires de la CDA		0	-16 909
Dividendes versés aux minoritaires des filiales		-2 735	-4 773
Dividendes à payer		-467	1 429
Variation des dettes financières	Note 6.3	-95 412	-102 302
Remboursement emprunts		-105 799	-104 313
Nouveaux emprunts		10 387	2 011
Intérêts financiers bruts versés		-12 726	-12 567
Variation des créances et dettes diverses		-1 116	28
Flux de trésorerie liés au financement		-112 457	-135 094
Incidence des autres mouvements		-141	-21
Incidence des activités abandonnées		-934	
Variation de la trésorerie durant la période		-3 536	-38 638
Trésorerie nette à l'ouverture		-88 381	-34 748
Trésorerie des activités destinées à être cédées			
Trésorerie nette à la clôture	Note 6.4	-91 917	-73 386

Etat consolidé des produits et charges comptabilisés

(en milliers d'euros)	31/03/2014	31/03/2013
Résultat net de juste valeur, brut d'impôts		
Actifs financiers disponibles à la vente	-21	14
Couvertures de flux de trésorerie	-185	791
Différences de conversion	-1 050	-74
Gains (Pertes) actuariels sur avantages au personnel	-989	615
Impôts sur les éléments imputés directement aux capitaux propres	395	-395
Incidence des opérations dans les mises en équivalence	-88	-41
Résultat net comptabilisé directement en capitaux propres	-1 938	910
Bénéfice de la période	46 492	44 207
TOTAL DES PRODUITS COMPTABILISES DURANT LA PERIODE	44 554	45 118
Revenant aux		
actionnaires de la société	41 041	39 085
aux intérêts minoritaires	3 512	6 033

Capitaux propres, Part du Groupe

(en milliers d'euros)	Capital social	Primes liées au capital social	Réserves consolidées	Résultat Part du Groupe	Réserves de "juste valeur"	Ecart de conversion	Total capitaux propres
Situation au 30 septembre 2012	184 380	257 797	240 698	27 732	-1 483	404	709 528
Augmentation de capital CDA	323		-323				0
Affectation du résultat de l'exercice précédent			27 732	-27 732			0
Distribution de dividendes			-16 909				-16 909
Résultat part du groupe de la période				1 893			1 893
Autres variations			-963		903	-768	-828
Situation au 30 septembre 2013	184 703	257 797	250 235	1 893	-580	-364	693 684
Augmentation de capital CDA	328		-328				0
Affectation du résultat de l'exercice précédent			1 893	-1 893			0
Distribution de dividendes							0
Résultat part du groupe de la période				42 930			42 930
Autres variations			-1 763		-136	-1 050	-2 949
Situation au 31 mars 2014	185 031	257 797	250 037	42 930	-716	-1 414	733 665

Au 31 mars 2014, le capital social se compose de 24 274 151 actions (24 231 022 actions au 30 septembre 2013).

Capitaux propres, Part des Minoritaires

<i>(en milliers d'euros)</i>	Réserves consolidées	Résultat de la période	Total capitaux propres
Situation au 30 septembre 2012	63 384	5 253	68 637
Affectation du résultat de l'exercice précédent	5 253	-5 253	0
Distribution de dividendes aux minoritaires des filiales	-4 771		-4 771
Part des minoritaires dans le résultat		-1 620	-1 620
Autres variations	-9 634		-9 634
Situation au 30 septembre 2013	54 232	-1 620	52 612
Affectation du résultat de l'exercice précédent	-1 620	1 620	0
Distribution de dividendes aux minoritaires des filiales			
Part des minoritaires dans le résultat		3 561	3 561
Autres variations	-11 593		-11 593
Situation au 31 mars 2014	41 019	3 561	44 580

La réduction de 11,6 M€ résulte pour 8,7 M€ du rachat par le Groupe des 20% d'actions détenues par des minoritaires dans sa filiale Deux Alpes Invest et pour - 2,7 M€ de versement de dividendes.

2. ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDES

- Présentation du Groupe

Le Groupe Compagnie des Alpes a pour activité principale la gestion d'équipements de loisirs. Il opère dans les métiers de l'exploitation de Domaines skiables et de Parcs de loisirs. La société mère du Groupe est la Compagnie des Alpes SA dont le siège social est situé 89, rue Escudier à Boulogne Billancourt (92100).

Les états financiers consolidés intermédiaires au 31 mars 2014 ont été arrêtés le 21 mai 2014 par le Conseil d'Administration, qui en a autorisé la publication. Ils sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

1. Modalités de préparation
2. Organigramme du Groupe Compagnie des Alpes
3. Périmètre de consolidation
4. Informations sur le bilan consolidé
5. Informations sur le compte de résultat consolidé
6. Informations sur le tableau des flux de trésorerie
7. Engagements hors-bilan
8. Evénements postérieurs à la clôture

1 - MODALITES DE PREPARATION

1.1 - Déclaration de conformité

Ces états financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2014 ont été préparés conformément à IAS 34, Information financière intermédiaire. Le rapport financier semestriel résumé doit être lu en liaison avec les états financiers annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2013.

1.2 - Principes et méthodes comptables

Les principes comptables utilisés pour ces états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à ceux appliqués par la société pour ses états financiers consolidés au 30 septembre 2013.

Les textes d'application obligatoire pour la première fois par le Groupe à compter du 1^{er} octobre 2013 concernent :

- IFRS 13 visant à créer un corps unique de dispositions sur la détermination de la juste valeur applicable ;
- IAS 19 révisée « avantages du personnel » ;
- Amendement IAS 12 sur les impôts différés liés à des actifs réévalués non amortissables ;

La première application de ces textes, quand ils ne sont pas déjà appliqués, n'entraîne aucun impact significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

Les textes d'application obligatoire postérieurement au 31 mars 2014 sont les suivants :

- Normes IFRS 10, IFRS 11 et IFRS 12 sur les états consolidés et les nouvelles définitions du contrôle et IAS 28 révisée, « Participations dans des entreprises associées et des co-entreprises » ;
- Amendements à la norme IAS 32 visant à préciser les principes relatifs à la compensation des actifs et passifs financiers ;
- IFRS 9, « Instruments financiers » ;
- Interprétation IFRIC 21 – Droits ou taxes, relative à la comptabilisation d'un passif au titre d'un droit ou d'une taxe exigible ;
- Amendement à la norme IAS 36 – Dépréciation d'actifs, relatif aux informations à fournir sur les valeurs recouvrables des actifs non financiers.

Sous réserve de leur adoption définitive par l'Union européenne, ces normes, amendements et interprétations de normes sont d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2014 ou ultérieurement. Le Groupe est actuellement en cours d'appréciation des éventuels effets induits par la première application de ces textes.

Règles particulières retenues pour les arrêts intermédiaires

Les produits perçus et les charges encourues de façon saisonnière ou cyclique pendant un exercice ne sont ni anticipés ni différés à une date intermédiaire s'il n'est pas approprié de les anticiper ou de les différer à la fin de l'exercice. Les conséquences comptables de cette saisonnalité des opérations selon les activités sont donc principalement les suivantes :

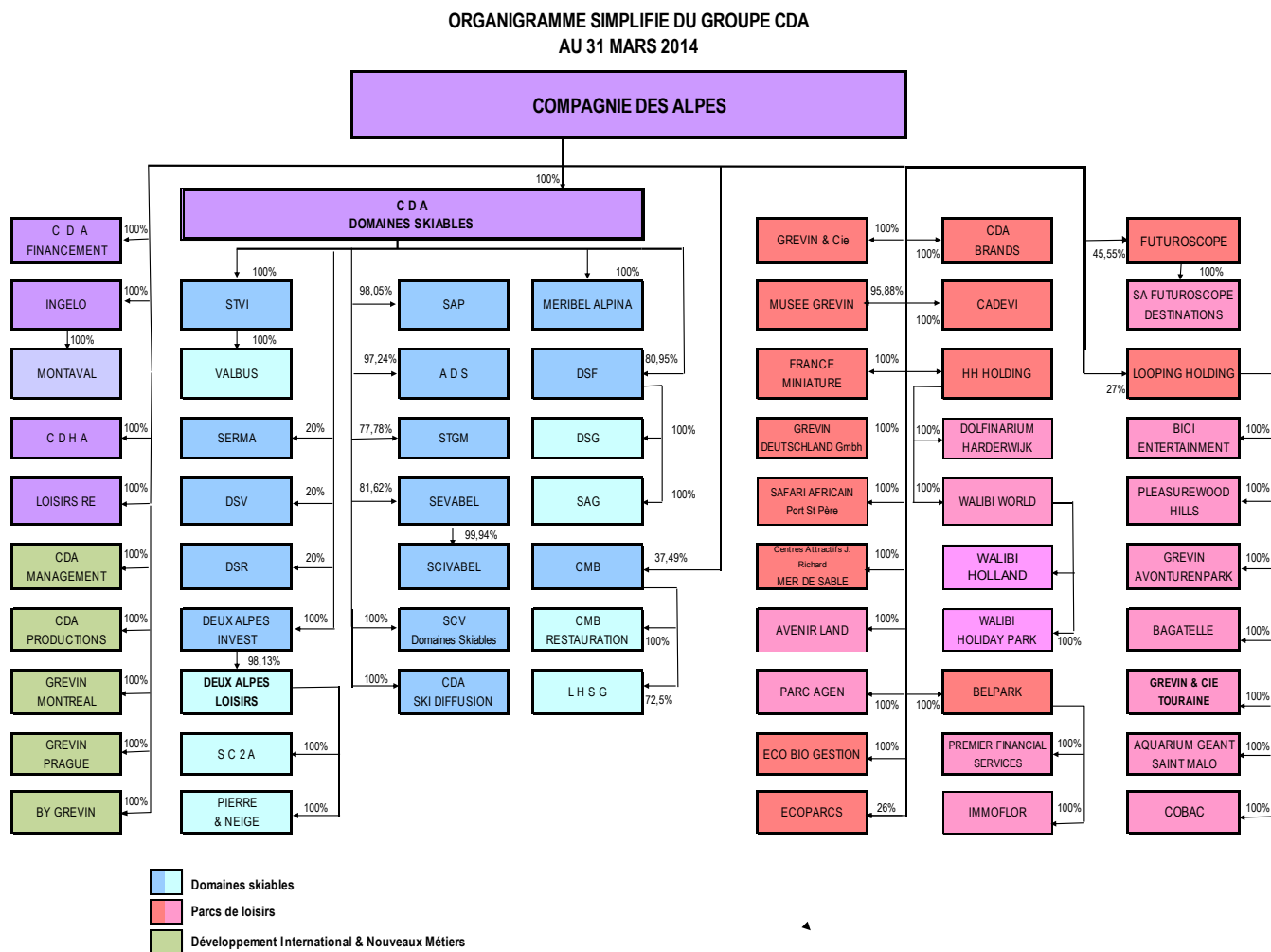
- Impôts :

- . comptabilisation au 31 mars, pour les sociétés bénéficiaires à cette date (activité Domaines skiables essentiellement) d'une charge d'impôt calculée sur la situation réelle, après prise en compte des déficits reportables existants effectivement récupérables ;
 - . comptabilisation au 31 mars, pour les sociétés déficitaires par nature à cette date (la majorité des Parcs de loisirs), d'un crédit d'impôt latent dû à la perte du semestre. Cette comptabilisation est effectuée pour toutes les sociétés sous condition que ce crédit soit récupéré dans un horizon à court terme.
 - . Pour le calcul du crédit ou de la charge d'impôt, le taux appliqué correspond au taux d'imposition en vigueur dans les pays où le Groupe est présent (soit pour la France, 34,43% en intégrant la contribution sociale sur les bénéfices).
- Frais de personnel
- Pour les sociétés d'exploitation, le principe est le rattachement au semestre bénéficiaire de l'exercice des charges d'intéressement et de participation des salariés :
- . pour l'activité Domaines skiables, enregistrement au 31 mars de la charge prévisionnelle annuelle,
 - . pour l'activité Parcs de loisirs, aucune comptabilisation n'est effectuée au titre de la période arrêtée au 31 mars à l'exception, cependant, des sociétés ayant une activité significative sur toute l'année.
- CICE
- Le Crédit d'Impôt Compétitivité emploi (CICE), en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2013, a été évalué et comptabilisé dans les états intermédiaires pour chaque société du Groupe entrant dans le champ d'application de la loi.
- Le montant du crédit d'impôt calculé vient en déduction des charges de personnel et se trouve donc inclus dans l'EBO.

1.3 - Hypothèses clés et appréciations

La préparation des états financiers consolidés en conformité avec IAS 34 amène la Direction à recourir à des hypothèses et à des estimations dans la mise en œuvre des principes comptables pour valoriser des actifs et des passifs ainsi que des produits et des charges pour la période présentée. Les montants réels pourraient être différents de ces estimations.

2 - ORGANIGRAMME DU GROUPE COMPAGNIE DES ALPES



3 - PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les évolutions intervenues sur le 1^{er} semestre 2014 correspondent à :

- Deux Alpes Invest : le Groupe a porté sa participation dans cette société à 100% (contre 81,1% au 30 septembre 2013) en procédant au rachat d'actions auprès d'actionnaires minoritaires. Cette opération permet au Groupe de se renforcer dans les filiales directement détenues par Deux Alpes Invest (Deux Alpes Loisirs, SC2A - anciennement Deux Alpes Voyages - et Pierre & Neige).
- La raison sociale de la société anciennement SwissAlp a été modifiée en décembre 2013 pour être renommée « By Grévin ».
- Enfin, en décembre 2013, le Groupe a participé à hauteur de 49% à la constitution de la société Skigloo, par un apport en capital s'élevant à 980 K€. Cette entité, qui résulte d'un partenariat avec le groupe Karavel, acteur majeur de la vente de voyages et de la réservation en ligne, a pour vocation de permettre au Groupe de développer une offre de services toujours plus intégrée pour les séjours dans ses Domaines skiables. L'entité étant en phase de démarrage, ses comptes ne sont pas considérés comme significatifs et ne sont pas consolidés au 31 mars 2014. Ils figurent à ce titre sous la rubrique « Actifs financiers non courants ».

4 - INFORMATIONS SUR LE BILAN CONSOLIDE

4.1 - Ecarts d'acquisition

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette
Au 30/09/2013	305 013	-13 063	291 950
Ecarts de conversion			
Variations de périmètre			
Au 31/03/2014	305 013	-13 063	291 950

On ne note aucune variation des écarts d'acquisition sur le 1^{er} semestre 2013/2014.

Les écarts d'acquisition nets se répartissent comme suit :

(en milliers d'euros)	31/03/2014	30/09/2013
Domaines skiables	132 155	132 155
Parcs de loisirs	159 795	159 795
TOTAL	291 950	291 950

Sur le premier semestre 2013/2014, le Groupe n'a pas constaté de perte de valeur complémentaire, par rapport au 30 septembre 2013, sur la valeur recouvrable des unités génératrices de trésorerie de ses deux métiers.

4.2 - Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Total
Au 30/09/2013	176 813	-93 206	83 607
Acquisitions	2 537	0	2 537
Cessions	-44	0	-44
Amortissements et dépréciations	0	-4 851	-4 851
Ecart de conversion	0	0	0
Variations de périmètre et divers	0	0	0
Autres variations	164	0	164
Au 31/03/2014	179 470	-98 057	81 413

Par nature, les actifs incorporels se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Au 30/09/2013	Acquisitions	Cessions	Dotations	Reprises	Ecart de conversion	Autres variations	Au 31/03/2014
Valeurs brutes								
Droit d'usage	98 171							98 171
Fonds commerciaux	9 114							9 114
Enseigne Musée Grévin	9 000							9 000
Marque Walibi	20 300							20 300
Concession échangeur Parc Astérix	6 273							6 273
Autres immobilisations incorporelles	33 955	2 537	-44				164	36 612
Sous-Total des valeurs brutes	176 813	2 537	-44	0	0	0	164	179 470
Amortissements et dépréciations								
Droit d'usage	-53 389			-1 873	2		-615	-55 875
Fonds commerciaux	-6 526			-170	2			-6 694
Concession échangeur Parc Astérix	-1 580			-106				-1 686
Autres immobilisations incorporelles	-31 711			-2 773	67		615	-33 802
Sous-Total des amortissements et dépréciations	-93 206			-4 922	71	0	0	-98 057
Valeurs nettes	83 607	2 537	-44	-4 922	71	0	164	81 413

Les investissements incorporels du premier semestre 2014 sont principalement composés de droits d'exploitation de nouvelles attractions (1,2 M€) et de logiciels informatiques (notamment le progiciel de gestion intégrée Talentia).

4.3 - Immobilisations corporelles (en propre et du domaine concédé)

<i>(en milliers d'euros)</i>	Valeur brute	Amortissements et dépréciations	Total
Au 30/09/2013	1 970 305	-1 099 759	870 545
Acquisitions	63 351		63 351
Cessions	-9 333		-9 333
Amortissements et dépréciations		-40 214	-40 214
Variations de périmètre et divers	-1 322	44	-1 278
Au 31/03/2014	2 023 001	-1 139 929	883 071

Par nature, les actifs corporels se décomposent comme suit :

(en milliers d'euros)	Au 30/09/2013	Acquisitions	Cessions	Dotations	Reprises	Variations de périmètre	Autres	Au 31/03/2014
Valeurs brutes								
Terrains et aménagements	44 149		-6				-2 548	41 595
Travaux de pistes	100 364	838	-93				2 911	104 020
Enneigement artificiel	135 090	611	-64				3 728	139 365
Immeubles, bureaux, commerces, locaux	372 121	1 486	-752				7 593	380 448
Remontées mécaniques	718 174	3 874	-778				32 700	753 970
Engins de damage	38 766	6 127	-5 375				10	39 528
Attractions	256 993	2 846	-306				-2 883	256 650
Matériels et mobiliers	140 350	5 172	-765				9 521	154 278
Autres immobilisations corporelles	127 070	7 631	-1 170				-223	133 308
Immobilisations corporelles en cours	36 707	34 767	-24				-51 931	19 519
Avances et acomptes versés sur immobilisations	521						-200	321
Sous-Total des valeurs brutes	1 970 305	63 352	-9 333			0	-1 322	2 023 002
Amortissements								
Terrains et aménagements	-15 096			-541	3		-1	-15 635
Travaux de pistes	-44 119			-1 868	42		-1	-45 946
Enneigement artificiel	-78 747			-3 961	61		-1	-82 648
Immeubles, bureaux, commerces, locaux	-232 340			-6 266	574		4	-238 028
Remontées mécaniques	-400 429			-16 154	750		-3	-415 836
Engins de damage	-24 138			-2 552	4 214		2	-22 474
Attractions	-137 652			-7 448	291		14	-144 795
Matériels et mobiliers	-94 154			-6 692	785		-343	-100 404
Autres immobilisations corporelles	-73 084			-2 803	1 351		373	-74 163
Sous-Total des amortissements	-1 099 759			-48 285	8 071	0	44	-1 139 929
VALEURS NETTES	870 546	63 352	-9 333	-48 285	8 071	0	-1 278	883 073
Valeurs brutes immobilisations en propre	854 132	36 648	-5 379				-950	884 451
Amortissements immobilisations en propre	-511 626			-23 644	4 437		48	-530 785
VALEURS NETTES	342 506	36 648	-5 379	-23 644	4 437	0	-902	353 666
IMMOBILISATIONS EN PROPRE								
Valeurs brutes immobilisations domaine concédé	1 116 173	26 703	-3 954				-372	1 138 550
Amortissements immobilisations domaine concédé	-588 133			-24 641	3 634		-4	-609 144
VALEURS NETTES	528 040	26 703	-3 954	-24 641	3 634	0	-376	529 406
IMMOBILISATIONS DOMAINE CONCEDE								
VALEURS NETTES	870 546	63 351	-9 333	-48 285	8 071	0	-1 278	883 072

Les investissements de la période s'analysent de la façon suivante :

- pour le secteur Domaines skiables (37 M€), il s'agit, d'une part, de la fin des programmes d'investissement préalables à la saison d'hiver 2013/2014 et, d'autre part, des premiers travaux relatifs à la saison 2014/2015. Ils correspondent, pour l'essentiel, à la mise en place de nouvelles remontées mécaniques.
- Pour le secteur Parcs de loisirs (24,7 M€), il s'agit d'investissements mis en exploitation pour la saison printemps-été 2014 (notamment l'attraction du Futuroscope « La Machine à remonter le temps » ainsi que le « Village d'Idéfix » du Parc Astérix).
- Pour les activités « Développement international », les investissements sont liés à la création du Musée Grévin Prague.

La colonne « Autres » contient essentiellement l'affectation des immobilisations en cours au 31 mars 2014, les mises au rebut et les écarts de conversion.

4.4 - Informations par secteur et zone géographique pour les immobilisations incorporelles et corporelles (valeurs nettes)

(en milliers d'euros)

REGION OU PAYS	Domaines skiabiles	Parcs de loisirs	Développement à l'international	Autres	31/03/2014	30/09/2013
FRANCE	609 189	193 537	654	3 695	807 075	803 025
dont biens en concessions	529 406				529 406	528 040
dont biens en crédit bail						
AUTRES (hors France)		138 789	18 620		157 409	151 127
TOTAL des immobilisations corporelles et incorporelles	609 189	332 326	19 274	3 695	964 484	954 152
Immobilisations incorporelles Note 4.2					81 413	83 607
Immobilisations corporelles Note 4.3					883 071	870 545
TOTAL des immobilisations corporelles et incorporelles au bilan	609 189	332 326	19 274	3 695	964 484	954 152

4.5 - Participations dans les entreprises associées

(en milliers d'euros)	31/03/2014	30/09/2013
Valeur des titres au début de la période	66 009	61 618
Variation de périmètre et écarts de conversion	-79	2 254
Résultat de la période	3 510	3 705
Dividendes versés	-1 773	-1 568
Valeur des titres à la fin de la période	67 666	66 009

Au 31 mars 2014, la progression du résultat est la conséquence d'un bon niveau d'activité des participations minoritaires détenues dans les Domaines skiabiles et notamment la Compagnie du Mont Blanc.

Par ailleurs, le reclassement de la participation dans Looping Holding, désormais présentée sous la rubrique « Actifs destinés à être cédés », contribue à la réduction de la valeur des titres mise en équivalence pour 1,2 M€.

4.6 - Capitaux propres

Les tableaux d'analyse des capitaux propres sont présentés avec les états de synthèse (en page 11).

4.6.1 - Titres d'auto-contrôle

Au 31 mars 2014, les titres CDA auto-détenus par le Groupe représentent 29 813 titres acquis à une valeur moyenne de 15,70 € (soit 468 K€).

Au 30 septembre 2013, le Groupe détenait 28 193 titres acquis à une valeur moyenne de 15,71 € (soit 443 K€).

4.6.2 - Réerves liées à la variation de juste-valeur des instruments financiers

	Couverture de taux	Autres	Total
Situation au 30/09/2013	-582	169	-413
Variations du 1er semestre	-121	-21	-142
Situation au 31/03/2014	-703	148	-555
dont - Part du Groupe	-835	119	-716
- Minoritaires	132	29	161

Le Groupe a uniquement recours à des instruments de couverture de taux sur flux de trésorerie, qui concernent essentiellement la couverture des dettes à taux variable.

4.6.3 - Options de souscriptions d'actions et attributions d'actions de performance

Au 31 mars 2014, 36 300 options de souscription d'actions Compagnie des Alpes (soit 0,15% du capital) distribuées à certains cadres du personnel de CDA peuvent être partiellement exercées. Par ailleurs, il existe 115 455 actions de performance (soit 0,48% du capital) non encore définitivement attribuées au 31 mars 2014 et dont la création dépend de critères de performance. Il n'existe pas d'option d'achat d'action, toutes les options et attributions d'actions de performance sont réglées par capitaux propres.

Les principales caractéristiques des plans de souscription d'options et d'attribution d'actions de performance au 31 mars 2014 sont décrites dans les tableaux ci-après :

PLANS D'OPTIONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS (A) COMBINÉS AVEC PLAN D'ATTRIBUTION D'ACTIONS DE PERFORMANCE (B)*										
	Plan n° 12		Plan n° 13		Plan n° 14		Plan n° 15		Plan n° 16	
Date de l'Assemblée	28/02/2007		19/03/2009		18/03/2010		18/03/2010		15/03/2012	
Date de mise en œuvre (décision du Directoire/Conseil d'Administration)	19/03/2009		18/03/2010		17/03/2011		15/03/2012		14/03/2013	
	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
Nombre d'actions pouvant être souscrites à l'origine	46 400	47 100	48 700		53 500		58 593		61 900	56 955
Dont membres du Directoire/Conseil d'Administration	0	13 200	0		0		0		0	0
Nombre de bénéficiaires	29	119	109		132		142		143	165
Période de levée des options de souscription/ Date d'acquisition des actions de performance	du 19/03/2013 au 18/03/2016		19/03/2011		18/03/2012		17/03/2013		14/03/2014	13/03/2015
Nombre d'actions de performance définitivement acquises	36 264		34 936		42 325		43 129		0	0
Prix de souscription des actions (en €) après ajustement** (23/07/2010)	22,32									
Options de souscription/actions de performance radiées ou annulées	11 697	12 564	15 616		11 175		15 464		3 400	0
Options de souscription/actions de performance restantes avant ajustement (23/07/2010)	43 000	0	48 700							
Nombre d'actions créées par ajustement** (23/07/2010)	1 597	1 728	1 852							
Options de souscription/actions de performance restantes	36 300	0	0		0		0		58 500	56 955

(*) dont l'octroi est lié à des conditions économiques

(**) ajustement des droits au 23/07/2010 en raison de l'augmentation de capital : coefficient d'ajustement de 3,689% ayant servi à ajuster à la hausse le nombre des options de souscription ou des droits à actions de performance restant en circulation (arrondi à l'unité supérieure par bénéficiaire)

En cumul, l'évolution des options de souscription d'actions et des attributions d'actions de performance se résume comme suit :

Options de souscription d'actions	Nombre d'options	
	31/03/2014	30/09/2013
Droits attribués non exercés en début d'exercice	37 545	110 451
Options attribuées au cours de l'exercice	0	0
Options annulées au cours de l'exercice	1 245	72 906
Options attribuées par ajustement	0	0
Droits attribués non exercés en fin d'exercice	36 300	37 545
Options exerçables en fin de période	36 300	37 545

Attributions d'actions de performance	Nombre d'actions 31/03/2014
Droits attribués en début de période	116 193
Droits attribués	56 955
Droits radiés	14 564
Droits exercés	43 129
Droits attribués en fin de période	115 455

Les principaux paramètres retenus pour le calcul 2014 de la charge de l'exercice sont :

Taux de distribution du résultat	2,00%
Volatilité des cours de bourse	25,00%
Taux de placement sans risque sur actions de performance (durée 2 ans)	0,219%
Taux de turnover	5,00%

Sur la base des plans précédents, le pourcentage de réalisation d'attributions d'actions de performance est limité. L'évaluation retient une hypothèse de plans de réalisation à hauteur de 50% pour les membres du COMEX (hors le Président-Directeur général et le Directeur général délégué qui ne bénéficient d'aucune attribution depuis 2010) et 75% pour les autres bénéficiaires.

La méthode d'évaluation de la juste valeur retenue (pour les options et les actions) est le modèle binomial.

4.7 - Provisions

La variation des provisions à caractère non courant est constituée des éléments suivants :

	30/09/2013	Résultat		Ecart de conversion	Autres	31/03/2014
		Dotations	Reprises			
Retraites	29 093	1 159	-88		1 252	31 416
Autres risques non courants	9 504	1 328	-825			10 007
TOTAL	38 597	2 487	-913	0	1 252	41 423

« Retraites et assimilés » : les provisions pour indemnités de départ à la retraite du métier Domaines Skiables représentent l'essentiel du poste « Retraites ». La principale variation de ce poste inscrite dans la rubrique « Autres » résulte de la comptabilisation par capitaux propres des provisions pour Médailles du travail (1,3 M€) que le Groupe reconnaît pour la première fois ce semestre.

Autres risques non courants : dans le cadre de la liquidation de sa participation dans sa filiale EcoBioGestion, le Groupe a procédé à un complément de provision pour 0,7 M€ correspondant aux coûts restant à encourir. La provision de 0,5 M€ constituée lors de l'exercice précédent a été reprise pour sa totalité en contrepartie de coûts effectivement supportés sur le semestre.

La variation des provisions à caractère courant est constituée des éléments suivants :

	30/09/2013	Résultat		Ecart de conversion	Autres	31/03/2014
		Dotations	Reprises			
Provisions pour gros entretien	7 666	1 036	-549			8 153
Litiges et contentieux	1 688		-3			1 685
Autres	6 801	760	-591	0	58	7 028
TOTAL	16 155	1 796	-1 143	0	58	16 866

Les provisions pour gros entretien concernent uniquement les Domaines skiables. Elles sont destinées à couvrir les travaux relatifs aux remontées mécaniques en affermage.

4.8 - Dettes financières

4.8.1 - Décomposition des dettes financières brutes

(en milliers d'euros)	Au 31/03/2014			Au 30/09/2013		
	Non courantes	Courantes	Total	Non courantes	Courantes	Total
Emprunt obligataire	198 055		198 055	197 781		197 781
Emprunts auprès des établissements de crédit	10 446	6 617	17 063	105 855	7 351	113 206
Autres emprunts et dettes assimilées	118	1 067	1 185	59	1 141	1 200
Intérêts courus - Courant	0	4 432	4 432	0	9 486	9 486
Solides créditeurs de banques et assimilés	0	133 099	133 099	0	122 956	122 956
Participation des salariés	2 954	777	3 731	2 957	785	3 742
Divers	30	267	297	30	14	44
TOTAL	211 603	146 259	357 862	306 682	141 733	448 415

La Compagnie des Alpes a émis, en octobre 2010, un emprunt obligataire (d'une maturité de 7 ans à échéance octobre 2017) pour un montant total de 200 M€, au taux de 4,875%. Les frais engagés lors de cette émission sont déduits de la valeur de l'emprunt et amortis sur sa durée.

Les dettes financières brutes diminuent de 90,6 M€ au cours du 1^{er} semestre 2013/2014. Le niveau de l'activité, traditionnellement élevé au cours du 1^{er} semestre, a permis de rembourser une partie des lignes de crédit syndiqué.

Le niveau des découverts bancaires reste significatif. Le Groupe privilégie ce mode de financement qui offre des conditions de taux plus favorables que celles du crédit syndiqué (ligne de liquidité de 250 M€).

Par ailleurs, l'incidence de la juste valeur des instruments financiers sur couverture de taux est comptabilisée au niveau des emprunts auprès des établissements de crédit (à hauteur de 1,2 M€).

Les dettes financières se répartissent, par échéance, de la manière suivante :

(en M€)	TOTAL	- d'un an	de 1 à 2 ans	de 2 à 3 ans	de 3 à 4 ans	de 4 à 5 ans	+ de 5 ans
	357,9	144,8	2,8	3,3	203,2	2,9	0,9

4.8.2 - Structure de l'endettement financier

(en millions d'euros)	Au 31/03/2014			Au 30/09/2013		
	Montant	%	Taux	Montant	%	Taux
Dettes à taux fixe	211,9	59,2%	5,10%	209,7	46,8%	5,15%
Dettes à taux variable	142,0	39,7%	1,99%	234,9	52,4%	2,32%
Participation et divers	4,0	1,1%	- -	3,8	0,8%	- -
Total	357,9	100%	3,38%	448,4	100%	3,77%

La dette à taux fixe correspond, essentiellement, à l'emprunt obligataire souscrit par CDA.

- Instruments de couverture

Le Groupe a négocié des contrats de couverture de taux (strictement adossés sur la dette), au regard de ses engagements à taux variable.

Au 31 mars 2014, la dette financière à taux variable est couverte à hauteur de 120 M€ (soit 84,5% de la dette à taux variable). Les instruments de couverture utilisés sont constitués de caps et de swaps à taux fixe :

- 2 caps représentant 55 M€ de dette couverte (niveau compris entre 1,25% et 2,75%) ;
- 2 swaps représentant 65 M€ de la dette couverte (niveau compris entre 0,80% et 1,9%).

4.8.3 - Informations sur les clauses d'exigibilité

Le crédit syndiqué mis en place par le Groupe en 2011 implique le respect des covenants financiers suivants :

	Covenant	Ratio au 31/03/2014
Dettes nettes consolidées / EBO consolidé	< 3,50	1,99
EBO consolidé / Frais financiers	> 5,00	10,92

Les covenants sont actualisés deux fois par an, au 31 mars et au 30 septembre.

Le montant de l'endettement financier autorisé soumis à ces clauses ressort à 260 M€ (dont 250 M€ pour la ligne revolving du crédit syndiqué).

Au 31 mars 2014, ces ratios sont respectés.

Une clause de propriété (« *ownership* ») prévoit que le crédit syndiqué devra être intégralement remboursé au cas où la Caisse des Dépôts cesse de détenir au moins 33,33% du capital et des droits de vote de la CDA ou si une ou plusieurs personnes agissant de concert, autre que la CDC, venait à acquérir au moins 33,33% du capital et des droits de vote de la CDA, si après une période de 15 jours, l'emprunteur et l'agent, agissant sur instruction de l'unanimité des prêteurs, ne sont pas parvenus à un accord sur les modifications à la convention de crédits à effectuer.

5 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

5.1 - Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires se détaille de la façon suivante par secteur d'activité ou par zone géographique :

(en milliers d'euros)

PAYS	Domaines Skiables	Parcs de Loisirs	Autres	Développement à l'international	Elimination intra-groupe	31/03/2014	31/03/2013
FRANCE	348 765	51 128	11 037	2 748	-21 063	392 615	393 169
EUROPE (hors France)		18 598		795	-22	19 371	14 763
Total au 31/03/2014	348 765	69 726	11 037	3 543	-21 085	411 986	
Total au 31/03/2013	353 861	61 920	13 623	3 978	-25 450		407 932

Le chiffre d'affaires des Domaines skiabiles est, pour l'essentiel, constitué des ventes de titres d'accès aux remontées mécaniques (plus de 95% du chiffre d'affaires).

Le chiffre d'affaires des Parcs de loisirs est constitué, pour l'essentiel, des ventes de billets d'entrée. Il comprend également les activités restauration, boutiques, services marchands et diverses activités annexes.

5.2 - Résultat Opérationnel par secteur d'activité

(en milliers d'euros)	Domaines skiabiles		Parcs de loisirs		Développement International		Autres		Elimination intra-groupe		TOTAL	
	31/03/14	31/03/13	31/03/14	31/03/13	31/03/14	31/03/13	31/03/14	31/03/13	31/03/14	31/03/13	31/03/14	31/03/13
Chiffre d'affaires	348 765	353 861	69 726	61 920	3 543	3 978	11 037	13 623	-21 085	-25 450	411 986	407 932
Autres produits d'exploitation	78	51	4 319	4 748	69	65	772	710	-4 357	-4 731	881	843
Produits financiers liés à l'activité											0	0
Total des produits des activités ordinaires	348 843	353 912	74 045	66 668	3 612	4 043	11 809	14 333	-25 442	-30 181	412 867	408 775
Achats consommés	-31 480	-24 897	-22 666	-15 982	-1 097	-1 389	-114	-579	14 880	2 991	-40 477	-39 856
Services extérieurs	-29 742	-33 575	-40 791	-48 311	-1 161	-2 222	-1 705	-5 420	12 463	29 248	-60 936	-60 280
Impôts, taxes et versements assimilés	-19 979	-20 311	-2 307	-2 469	-40	-23	-354	-414			-22 680	-23 217
Charges de personnel, intéressement et participation	-79 397	-79 075	-36 999	-37 813	-1 882	-2 001	-10 977	-10 256	-2 985	-3 242	-132 240	-132 387
Autres produits et charges des activités opérationnelles	-22 204	-24 670	-2 097	-2 848	79		-89	60	1 084	1 184	-23 227	-26 274
Excédent Brut Opérationnel	166 041	171 384	-30 815	-40 755	-489	-1 592	-1 430	-2 276	0	0	133 307	126 761
Dotations aux amortissements et provisions	-32 347	-31 107	-19 435	-18 261	-529	-65	-854	-730			-53 165	-50 163
Autres produits et charges opérationnels		2	-982	423			-127	-500			-1 109	-75
Résultat Opérationnel	133 694	140 279	-51 232	-58 593	-1 018	-1 657	-2 411	-3 506	0	0	79 033	76 523

L'élimination des soldes intra-groupe correspond principalement aux refacturations des prestations centralisées par la Compagnie des Alpes (et ses filiales spécialisées) aux filiales opérationnelles du Groupe.

5.3 - Autres produits et charges opérationnels

La charge inscrite sous cette rubrique correspond essentiellement à des frais de restructuration et couvre des indemnités de départs transactionnels. Le caractère significatif et non récurrent de ces coûts justifie son positionnement en « Autres charges opérationnelles ».

5.4 - Coût de l'endettement, autres produits et charges financiers

(en milliers d'euros)	31/03/2014	31/03/2013
Charges d'intérêts sur emprunts	-7 672	-7 495
Autres revenus et charges financières	66	245
Produits de trésorerie et équivalent trésorerie	37	29
Coût de l'endettement net	-7 569	-7 221
Pertes sur opérations financières	-293	-164
Autres résultats financiers	143	2
Dotations/reprises provisions financières	-239	-433
Autres produits et charges financiers	-389	-595

La progression du coût de l'endettement reflète la progression de l'encours moyen de la dette financière sur le semestre.

Le Groupe privilégie le financement au moyen de découverts bancaires qui offrent des conditions de taux très attractives, par rapport au crédit syndiqué.

5.5 - Charge d'impôt

L'impôt sur les sociétés se décompose ainsi :

(en milliers d'euros)	31/03/2014	31/03/2013
Impôt exigible	-36 017	-36 100
Impôt différé	8 858	8 834
TOTAL	-27 159	-27 266

Le rapprochement entre le taux normal d'impôt en France et le taux effectif constaté est présenté ci-après. Le taux effectif correspond au montant de l'impôt rapporté au résultat net des sociétés intégrées avant impôt :

(en milliers d'euros)	31/03/2014	31/03/2013
Taux théorique	33,33%	33,33%
Incidence de la contribution sociale sur les bénéfices		
et de la contribution exceptionnelle de 5%	3,73%	2,69%
Différentiel de taux d'IS (sociétés étrangères)	1,11%	1,20%
Reports déficitaires (non activés)	0,79%	0,53%
Divers	-0,75%	1,89%
Taux effectif	38,21%	39,64%

La réduction du taux effectif d'impôt résulte essentiellement de l'application des dispositions relatives au CICE, qui contribue à l'amélioration du taux pour 0,80%.

5.6 - Activités abandonnées et destinées à être cédées

Au 31 mars 2014, deux participations du Groupe sont qualifiées d'activités abandonnées et destinées à être cédées :

- Looping Holding : cette filiale, précédemment présentée sous la rubrique "Participations dans des entreprises associées" a été cédée postérieurement à la clôture pour 1,6 M€. La quote-part dans le résultat du semestre est limitée à -1,2 M€ soit le montant qui figurait à l'actif du bilan au 30 septembre 2013. Le montant inscrit dans les capitaux propres pour cette filiale fait ressortir une perte, toutefois aucun passif n'est à enregistrer dans la mesure où le Groupe n'encourt aucune obligation légale ou implicite au titre de cette participation.
- EcoBioGestion : le Groupe finalise la procédure de liquidation de cette filiale. Sur le semestre, le résultat de cette participation se porte à -934 K€.

6 - INFORMATIONS SUR LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

6.1 - Flux de trésorerie liés à l'exploitation

Le tableau ci-dessous détaille les composantes des flux liés à l'exploitation :

<i>(en milliers d'euros)</i>	31/03/2014	31/03/2013
Résultat net part du groupe	42 930	38 209
Intérêts minoritaires dans le résultat	3 562	5 998
Résultat net global	46 491	44 207
Dotations et reprises sur amortissements et provisions	55 305	52 525
Plus ou moins values de cession	-469	-126
Quote-Part dans le résultat des sociétés associées	-4 735	-2 765
Dividendes reçus des sociétés associées	2 066	1 728
Autres	1 960	-115
Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôts	100 618	95 454
Coût de l'endettement net	7 569	7 221
Charges d'impôt (yc impôts différés)	26 827	27 268
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts	135 014	129 943
Variation des créances et dettes sur opérations d'exploitation	59 948	51 932
Autres éléments de décalages de trésorerie	13 358	13 869
Impôt versé	-9 779	-11 642
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	198 541	184 102

6.2 - Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles

(en milliers d'euros)		31/03/2014	31/03/2013
Acquisition d'immobilisations incorporelles	Note 4.2	2 689	2 236
Acquisition d'immobilisations corporelles (net de subvention)	Note 4.3	63 671	73 650
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles		66 360	75 886
Variations dettes sur immobilisations		11 903	10 394
Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles au tableau des flux de trésorerie		78 263	86 280
Prix de vente des immobilisations incorporelles et corporelles		-2 124	1 133
Créances sur cessions d'immobilisations		<u>-62</u>	<u>75</u>
Cession d'immobilisations au tableau des flux de trésorerie		-2 186	1 208

Le détail des investissements de l'exercice est commenté dans les notes 4.2 et 4.3.

6.3 - Variations des dettes financières

(en milliers d'euros)	31/03/2014	31/03/2013
Dettes financières au bilan consolidé de l'exercice précédent	448 415	397 773
Encaissements et décaissements du semestre sur :		
- emprunts auprès des établissements de crédit	-95 987	-103 011
- autres emprunts et dettes assimilées	322	560
- autres	253	149
Variation des dettes financières dans le tableau des flux de trésorerie	-95 412	-102 302
Variation des soldes créditeurs de banque du semestre	10 142	44 017
Divers	-5 284	-4 837
Variation totale (toutes les dettes financières)	-90 553	-63 121
Dettes financières au bilan consolidé du 31 mars	357 861	334 651

Au cours du 1^{er} semestre 2014, le Groupe a poursuivi ses arbitrages de lignes de crédit au profit des découverts bancaires.

6.4 - Trésorerie nette

(en milliers d'euros)	31/03/2014	31/03/2013
Trésorerie à l'actif du bilan	41 182	38 469
Soldes créditeurs de banques et assimilés	-133 099	-111 854
Trésorerie nette dans le tableau des flux de trésorerie	-91 917	-73 385

7 - ENGAGEMENTS HORS-BILAN

Les principaux engagements hors-bilan du Groupe sont les suivants :

- Le Groupe bénéficie de cautions (9 M€) dans le cadre de garanties données à ADS sur des opérations foncières.
- Certains contrats de travail prévoient, dans certaines conditions, le versement d'indemnités complémentaires en cas de rupture. Celles-ci varient de 1 à 2 ans du salaire brut selon les cas.
- Dans le cadre de l'arrêt d'exploitation du Bioscope un protocole de partenariat a été conclu avec les conséquences suivantes :
 - l'une, à hauteur d'1 M€ pour les frais d'études de reconversion du site et l'octroi de subventions de fonctionnement, pour lequel CDA s'est engagée à hauteur de 50% ;
 - l'autre, pour une enveloppe globale maximale de 3 M€, au titre de subventions d'investissements sur d'éventuels projets de réhabilitation du site, à laquelle CDA pourrait participer à hauteur de 2 M€ maximum. Cependant, en l'état actuel du dossier, le Groupe n'a aucune visibilité sur l'existence d'éventuels projets de réaménagement du site.

Ces deux engagements ont fait l'objet d'un provisionnement.

- Engagements immobiliers du Groupe Deux Alpes Loisirs
En 2012, la société Deux Alpes Loisirs s'est portée caution sur les loyers de SC2A pour 4,5 M€. Par ailleurs, SC2A est engagée à hauteur de 8,3 M€ sur les loyers de Pierre & Neige et autres propriétaires (7,5 M€). Cet engagement court sur une période de 9 ans.
- Looping Holding
Dans le cadre de la cession des 7 Parcs de loisirs, le Groupe CDA a donné une garantie au profit de Looping Holding pour les litiges qui pourraient intervenir postérieurement à la transaction. Ces garanties sont, pour l'essentiel, d'une durée de 3 ans, avec un plafonnement à 5,8 M€. Cet engagement du Groupe s'est éteint suite à la cession de cette participation en avril 2014.

8 - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

- Le 9 avril 2014, la Holding CDA SA a finalisé l'opération de cession de sa participation de 27% dans le capital de Looping Holding auprès du fonds d'investissement HIG Capital France. Le prix de cession s'élève à 1,6 M€.
- Dans le cadre du renouvellement de son crédit syndiqué de 250M€ arrivant à échéance en juin 2015, la CDA a signé le 7 mai dernier un nouveau crédit syndiqué de 260M€ confortant un tour de table de partenaires bancaires historiques, parmi lesquels ses actionnaires à des conditions financières optimisées dans un cadre juridique allégé. Concomitamment à cette opération, elle a profité des excellentes conditions de marché actuelles, qui bénéficient de niveaux de taux structurellement bas, pour émettre 100 M€ sur le jeune marché du placement privé euro sur une maturité longue (10 ans) avec un coupon de 3,504%. Ses modalités de financement sont ainsi sensiblement rallongées, optimisées et diversifiées.

III. RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2014

(Période du 1er octobre 2013 au 31 mars 2014)

Aux actionnaires
COMPAGNIE DES ALPES
89 rue Escudier
92772 Boulogne Billancourt

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Compagnie des Alpes SA, relatifs à la période du 1er octobre 2013 au 31 mars 2014, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité de votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives, obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 - norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Fait à Neuilly-sur-Seine et Courbevoie, le 22 mai 2014

Les commissaires aux comptes

PRICEWATERHOUSECOOPERS AUDIT

Catherine Pariset

MAZARS

Guillaume Potel

IV. ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

"J'atteste qu'à ma connaissance les comptes consolidés résumés présentés dans le rapport financier semestriel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice et de leur incidence sur les comptes semestriels, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice."

Fait à Boulogne-Billancourt le 22 mai 2014.

Dominique Marcel
Président-Directeur général